

ENSEMBLE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Un plan national pour améliorer la situation et le bien-être des enfants et des parents.



ENSEMBLE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS



TABLE DES MATIERES

Avant-propos

I. La pauvreté des enfants en Belgique

I.1. Quelle est la situation ?

I.2. En Belgique, un travail d'équipe

I.3. Les Nations Unies et l'Europe luttent contre la pauvreté des enfants

2. Pourquoi un plan national de lutte contre la pauvreté des enfants

3. Le plan d'action

3.1. Les enfants doivent grandir dans des familles qui ont les moyens de vivre dignement

A. On aide les parents pour qu'ils gagnent suffisamment d'argent et pour qu'ils reçoivent le soutien nécessaire

B. On soutient les parents pour qu'ils puissent combiner travail et vie familiale

3.2. Les familles doivent avoir accès à des services de qualité

- A. On s'occupe en particulier des petits enfants
- B. On se préoccupe plus de la santé
- C. Une école de qualité pour chaque enfant
- D. Une collaboration entre tous les services

3.3. Les enfants pauvres ont le droit d'être entendus et de participer aux activités sociales et culturelles

- A. Les enfants doivent pouvoir donner leur opinion
- B. Les enfants doivent pouvoir participer à des activités sociales, culturelles et sportives

3.4. Travailler main dans la main

4. Pour conclure

UN ENFANT SUR CINQ RISQUE DE TOMBER EN SITUATION DE PAUVRETÉ



AVANT-PROPOS

Cher jeune,

En Belgique, il y a un enfant sur cinq qui vit dans la pauvreté ou qui a un grand risque d'y tomber. Cette situation est très grave et il faut agir rapidement. La pauvreté touche les gens – et certainement les enfants – sur différents plans. La pauvreté ne consiste pas seulement en un manque d'argent.

Une mauvaise alimentation, une santé fragile, un sentiment de honte, des chances plus limitées dans l'enseignement ne sont que quelques exemples de l'impact négatif de la pauvreté sur les différents domaines de la vie et du développement de l'enfant. Les enfants sont les adultes de demain. Mais ils comptent aussi aujourd'hui. C'est pourquoi, j'ai mis au point un plan d'actions, en collaboration avec mes collègues des différents gouvernements de la Belgique.

C'est la première fois qu'on écrit un plan pour lutter contre la pauvreté des enfants dans notre pays. Les actions que nous avons rassemblées dans le 'Plan National de lutte contre la pauvreté infantile' visent les enfants mais aussi leurs parents. C'est évidemment très important. On écrit dans le plan ce que l'on veut atteindre en 2014. Ce plan est une sorte de carte qu'on veut utiliser pour arriver à réaliser nos objectifs. Il donne une direction aux actions de nos ministres. Ce ne sera pas facile d'atteindre notre but (les ministres ont proposé 140 actions) mais le plan est important pour que tout le monde travaille dans la même direction et parce qu'il montre que nous voulons tous aller dans cette direction.

Le plan a été écrit par des adultes et pour les adultes. J'ai voulu le traduire pour les enfants et les jeunes parce que vous êtes évidemment concernés. J'ai choisi, avec un groupe de jeunes, de vous présenter une série de points de ce plan comme exemples d'actions réalisées par les ministres.

De cette manière, nous voulons vous informer de ce que nous faisons. Je suis bien entendu à l'écoute de toutes vos idées et vos propositions. Il vous suffit d'envoyer un mail à laparoleauxjeunes@mi-is.be.

Je remercie mes collègues des différents gouvernements avec qui nous avons pu travailler tous ensemble, de manière constructive. Merci aussi à toutes les organisations qui m'ont aidée à réaliser ce plan. Je veux aussi remercier tous les jeunes qui ont collaboré à cette édition spéciale du plan.

Et maintenant, au travail!

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté

I. LA PAUVRETÉ DES ENFANTS EN BELGIQUE

I.1. Quelle est la situation ?

La pauvreté est un problème très compliqué. Un enfant qui vit dans une situation de pauvreté a plus de risque de tomber malade, d'avoir un diplôme moins élevé et il a moins de contacts avec les autres. Un enfant pauvre commence sa vie avec moins de chance qu'un autre enfant.

La pauvreté touche trop d'enfants en Belgique et elle a tendance à s'aggraver: Les enfants risquent encore plus que le reste de la population de tomber dans la pauvreté. Ce risque augmente d'année en année. En Belgique, il y a actuellement 424.000 enfants pauvres (sur un total de 2.214.156 enfants de 0 à 17 ans). En comparaison avec le reste de l'Europe, la Belgique a un des plus mauvais scores en ce qui concerne la pauvreté des enfants entre 0 et 5 ans. Quatre pays seulement dans toute l'Europe obtiennent de plus mauvais résultats que nous.

Certaines familles ou des personnes risquent plus que d'autres de tomber dans la pauvreté. Par exemple :

- Les familles monoparentales, c'est-à-dire celles où un seul parent s'occupe des enfants. Environ une de ces familles sur trois risque de vivre dans la pauvreté.
- Les jeunes de moins de 18 ans qui vivent dans une famille où les parents ne travaillent pas ou peu. 3 de ces enfants sur 4 risquent de vivre dans la pauvreté.
- Les enfants dont les parents ne sont pas citoyens de l'Union européenne. Un sur 2 court le risque de vivre en situation de pauvreté.





« La pauvreté,
ça existe encore
en Belgique? »

La pauvreté, ce n'est pas qu'un manque d'argent

Vivre dans la pauvreté, ce n'est pas qu'un manque d'argent. La pauvreté cache de nombreux visages. Cela peut vouloir dire vivre dans un logement trop petit, qui peut être humide et froid. Ou vivre dans un quartier où il n'y a ni parc, ni arbres. Parfois la pauvreté est également la raison pour laquelle les enfants n'ont pas de bons résultats à l'école, parce que leurs parents peuvent moins les aider pour leurs études ou parce qu'il n'y a pas d'endroit tranquille pour étudier à la maison. Les enfants en situation de pauvreté ont parfois plus de problèmes de santé parce qu'ils ne vont pas aussi vite que les autres chez un médecin ou un dentiste parce que cela coûte cher. La pauvreté peut aussi signifier faire moins de sport ou ne pas pouvoir aller à l'académie de musique. Ces enfants vont moins souvent au cinéma ou au musée. Ils peuvent également se sentir exclus parce qu'ils n'ont pas de beaux vêtements ou qu'ils ne font pas les mêmes activités que les autres.

I.2. En Belgique, un travail d'équipe

Tous les niveaux politiques en Belgique (le gouvernement fédéral, les gouvernements des communautés et des régions) ont décidé de travailler ensemble pour diminuer la pauvreté des enfants. Les ministres de ces gouvernements vont mieux communiquer entre eux, se coordonner et collaborer le mieux possible pour veiller à changer les différents visages de la pauvreté.

Toutes les forces sont rassemblées pour donner un meilleur avenir aux enfants en situation de pauvreté. Les points d'actions des gouvernements sont expliqués dans ce plan.

I.3. Les Nations Unies et l'Europe luttent contre la pauvreté des enfants

Partout, dans le monde, des enfants vivent en situation de pauvreté. La lutte contre la pauvreté des enfants concerne tous les pays du monde. Et le plan que nous avons mis au point en Belgique est la suite logique d'initiatives qui se sont faites au niveau international.

Par exemple, déjà en 1989, les Nations Unies, une organisation mondiale, faisait une Convention internationale des droits de l'enfant. Dans la convention, on explique les droits des enfants et la plupart des pays se sont engagés à respecter ces droits.

Dans cette convention, il est dit:

- Qu'il ne faut pas faire de différences entre les enfants, les discriminer : cela veut dire que tous les enfants sont égaux.
- Que l'enfant est important : c'est-à-dire que les lois et les règlements doivent tenir compte de ce qui est le mieux pour l'enfant.
- Que chaque enfant a le droit de vivre en sécurité, de se développer et d'être soigné.
- Que chaque enfant a le droit de participer à des activités sociales et de donner son opinion lorsqu'il est concerné.

Les Nations Unies donnent régulièrement des conseils à la Belgique pour bien respecter cette Convention. Par exemple, en 2010, elles demandaient à la Belgique de plus s'occuper de la lutte contre la pauvreté des enfants et de leur participation. Elles voulaient également qu'il y ait une meilleure coordination dans notre pays.

Au sein de l'Union européenne également, les pays se sont engagés, dès le début, à protéger les droits des enfants. En 2010, l'Union européenne a mis au point un plan d'action qui s'appelle 'La Stratégie Europe 2020'. Les pays européens ont décidé dans ce plan de fortement diminuer la pauvreté des enfants et des jeunes au plus tard en 2020. Les enfants et les jeunes ont une place centrale dans ce plan. Par exemple, elle s'est fixée comme objectif que les enfants et les jeunes aillent régulièrement à l'école et qu'ils n'arrêtent pas l'école avant d'avoir un diplôme. Pour lutter contre la pauvreté des enfants et des jeunes, un texte particulier a été écrit avec de nombreuses recommandations pour les pays de l'Union

européenne. Les pays reçoivent donc des avis et des conseils de l'Europe.

L'Union européenne (UE), qu'est-ce que c'est ?

L'Union européenne est le rassemblement de 28 pays d'Europe. Elle compte plus de 500 millions d'habitants. Ces pays se sont regroupés pour avoir plus de stabilité, de paix et une économie qui fonctionne mieux. Les pays prennent ensemble toute une série de décisions sur l'agriculture, le travail, l'économie, la pauvreté,... Les pays qui en font partie doivent respecter ces décisions.

Chaque État qui fait partie de l'Union européenne doit réaliser chaque année un plan d'actions dans lequel il explique ce que son pays va faire contre la pauvreté. La Belgique aussi a travaillé sur la pauvreté, surtout celle des enfants.



Si tu veux en savoir plus regarde sur Internet :

europa.eu/kids-corner/index_fr.htm

2. Pourquoi un plan national de lutte contre la pauvreté des enfants ?

Les enfants sont nombreux, même en Belgique, à vivre en situation de pauvreté ou à être exclus, d'une manière ou d'une autre de la société. Pourtant, la Constitution belge, la loi la plus importante du pays, précise que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine (article 23). La société doit s'investir en faveur des enfants car ils constituent l'avenir de notre pays. Investir dans nos enfants signifie investir dans notre avenir: Nous devons éviter que les futures générations grandissent dans la pauvreté.

Le plan national de lutte contre la pauvreté vise les enfants âgés de 0 à 18 ans. Ce plan accorde une attention spécifique :

- aux enfants qui vivent en situation d'extrême pauvreté. Il est très important de donner de l'attention aux enfants les plus fragiles.
- à la petite enfance (de 0 à 3 ans) et même avant la naissance. Cette période est très importante parce qu'on se rend compte que le fait de vivre dans la pauvreté quand on est tout petit peut encore avoir des conséquences plus importantes dans la vie d'adulte.
- aux adolescents jusque 18 ans. La période du passage de l'enfance à l'âge adulte est une phase très importante où les adolescents sont confrontés à de nouveaux défis et problèmes. Les adolescents doivent avoir des perspectives, des possibilités et ils doivent pouvoir participer activement à la société.

Avec le plan, le gouvernement veut améliorer la vie des enfants en situation de pauvreté et de leurs parents mais aussi faire tout ce qui est possible pour que d'autres enfants ne tombent pas dans la pauvreté. Pour cela, il ne faut pas seulement qu'il y ait des actions pour les enfants mais aussi pour leurs parents et leurs familles. Les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants. Ils doivent recevoir le soutien nécessaire pour pouvoir remplir au mieux leur rôle.

Ce plan national considère les enfants comme de vrais citoyens avec leurs propres opinions. Les enfants et les jeunes ont travaillé à l'écriture de cette version du plan. L'opinion d'autres jeunes sur le plan et les actions est également importante. Les enfants et les jeunes peuvent nous transmettre leurs idées et avis en nous écrivant un mail à l'adresse suivante : laparoleauxjeunes@mi-is.be. Les commentaires nous aideront à améliorer le plan.

L'objectif est que les enfants soient au courant de ce qui est mise en place pour eux. Les écoles et les associations pourront discuter avec les jeunes des différents points.

Vivre dignement

Une vie en accord avec la dignité humaine, pour que personne ne doive avoir honte de sa vie.

Il y a également un baromètre de la pauvreté qui a été réalisé,

un instrument de mesure de la pauvreté, entre autre des enfants. Un baromètre est un instrument qui permet de savoir s'il va pleuvoir ou pas. Le baromètre créé par la Ministre mesurera si la pauvreté des enfants augmente ou diminue. Chaque année, ce baromètre sera utilisé pour voir ce qui a changé et ce qui doit encore être amélioré.

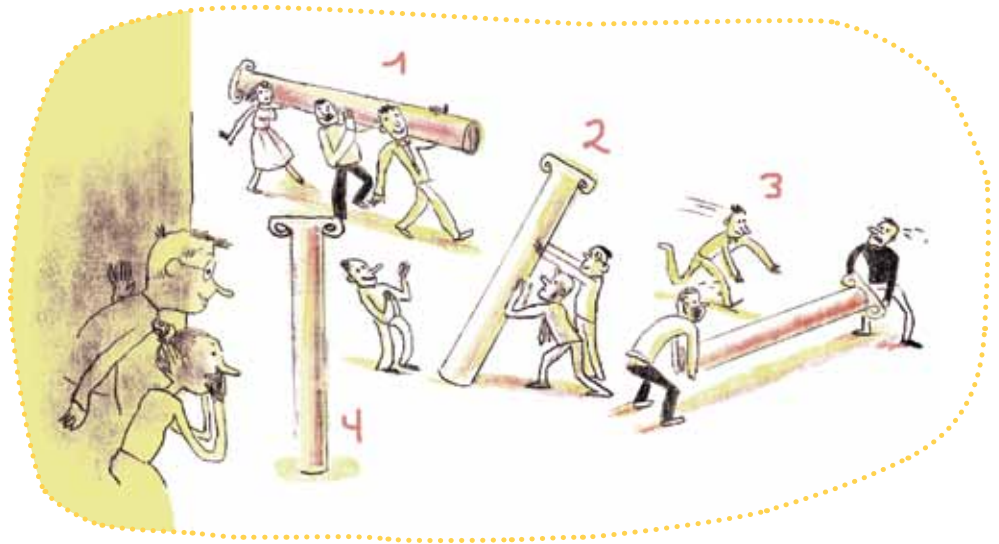


Pour en savoir plus sur les chiffres de la pauvreté et sur le baromètre de la pauvreté, il existe un site : barometer.mi-is.be/fr/. Il y a également un manuel pédagogique avec plus d'explications sur le baromètre.

« Comment puis-je savoir si on appliquera ce plan? »

3. LE PLAN D'ACTION

Le plan est construit autour de trois thèmes fondamentaux pour combattre la pauvreté infantile et améliorer le bien-être des enfants. Ce sont les mêmes thèmes que ceux que l'Union européenne trouve importants. Ce sont les 3 objectifs de ce plan, les piliers sur lesquels le plan est construit :



1. Tout le monde doit avoir les moyens pour vivre : les familles doivent avoir suffisamment d'argent pour vivre dignement ;

2. Tout le monde doit avoir accès aux services nécessaires et de qualité : les parents doivent avoir accès à des écoles et des services de soins pour leurs enfants et tous les enfants doivent pouvoir choisir des loisirs comme des activités sportives ou culturelles ;

3. Les enfants doivent pouvoir participer activement à la société : ils doivent pouvoir donner leur avis sur ce qui les concerne mais aussi participer à un maximum d'activités sociales ;

Pour réaliser ces objectifs, tous les gouvernements et les ministres en Belgique doivent dialoguer et se réunir. C'est le 4ème pilier du plan : il faut conclure des collaborations, des partenariats solides.

Il y a chaque fois, dans ce plan, l'objectif général, ce à quoi on veut arriver et des points qui reprennent la manière dont on va le faire, les actions concrètes qu'on met en place pour y arriver.

3.1. Les enfants doivent grandir dans des familles qui ont les moyens de vivre dignement

Pour avoir assez d'argent pour vivre, les parents doivent pouvoir travailler. Il est donc important qu'ils reçoivent de l'aide pour trouver du travail mais également pour garder les enfants pendant qu'ils travaillent.

A. On aide les parents pour qu'ils gagnent suffisamment d'argent et pour qu'ils reçoivent le soutien nécessaire

La pauvreté, ce n'est pas uniquement de ne pas avoir assez d'argent. Mais, évidemment, l'argent est une base essentielle. Avoir un bon travail est la meilleure façon de sortir de la pauvreté. Ainsi, les enfants qui vivent dans une famille où l'on ne travaille pas ou peu, se trouvent dans une situation très fragile. Plus de trois quarts d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.



Le seuil de pauvreté

indique le risque de pauvreté pour une personne ou une famille. Ce qu'elle gagne comme argent est en dessous du minimum nécessaire pour bien vivre. De ce fait, on court le risque de tomber dans une situation de pauvreté.

Une famille avec deux enfants a, par exemple, besoin de 2.100 € par mois pour vivre dignement. Cette somme a été fixée sur base du coût de la vie en septembre 2013. Il est nécessaire d'avoir cette somme pour disposer d'une maison assez grande et assez chauffée, pour laisser aller ses enfants à l'école sans se préoccuper des frais, pour manger sainement, pour avoir des loisirs comme faire du sport ou des activités culturelles.

Lorsqu'une famille a moins de 2.100 € par mois et ne possède rien d'autre, on dit que la famille vit dans une situation de pauvreté ou que la famille a un grand risque de tomber dans une situation de pauvreté.

Un des grands défis pour lutter contre la pauvreté est donc d'aider les gens à trouver un emploi rémunéré de qualité. Pour certains parents, il est difficile de trouver rapidement un emploi, pour de nombreuses raisons : ils peuvent avoir des problèmes de santé, ne pas parler la langue, avoir eu des coups durs, avoir totalement perdu confiance en eux ou avoir des problèmes de drogue ou d'alcool.

Dans ces cas, un travailleur social du CPAS aide les personnes à retrouver une activité qui les aidera à se sentir plus intégrées dans la société: des cours de langue, du bénévolat (du travail non payé), des groupes de parole. L'idée est qu'ils retrouvent confiance en eux. C'est ce qu'on appelle l'activation sociale. Pendant que les parents font ces activités, ils reçoivent de l'argent, un revenu d'intégration sociale du CPAS pour pouvoir vivre avec leur famille.

Evidemment, pour encore mieux soutenir les familles avec enfants, il y a toute une série d'actions concrètes qui sont mises en place.

Par exemple, il y a des actions pour rendre l'école moins chère. La Constitution prévoit que l'accès à l'école doit être gratuit. Dans la réalité, ce n'est pas toujours possible mais il faut tout faire pour qu'elle soit très peu chère et accessible à tous. Certains parents reçoivent une aide financière pour payer les factures de l'école. Les écoles doivent informer les parents des aides qui existent pour qu'ils ne perdent pas beaucoup de temps à chercher ces renseignements. Une autre possibilité est que le soutien - une bourse d'étude, par exemple - aille automatiquement à la bonne personne.

Les écoles doivent aussi faire attention à ce que les voyages scolaires, les excursions ou les classes vertes ne soient pas un gros budget pour les parents et que tout le monde puisse y participer. Pour le matériel scolaire aussi, on demande aux écoles d'être très attentives à ne rien demander de cher.

Les écoles supérieures et les universités sont souvent très chères. Les étudiants doivent payer chaque année un minerval, un coût d'inscription. A l'avenir, ce prix va être limité. Cela veut dire que certains étudiants paieront moins et que les étudiants qui ont une bourse d'étude ne devront pas payer le minerval. En effet, certains étudiants, issus de familles défavorisées, peuvent recevoir de l'argent, une bourse, pour les aider à payer différents frais, par exemple leur logement et leurs livres.

Dans le plan, il y a également des actions pour aider les familles monoparentales, celles où un seul parent s'occupe des enfants. En effet, quand une maman ou un papa s'occupe seul de ses enfants, il doit le faire avec son seul salaire ou revenu. L'autre parent paie une pension alimentaire, une somme d'argent pour subvenir aux besoins des enfants communs. Parfois, le parent ne paie pas cette somme, pour différentes raisons. On veut veiller à ce qu'il la paie entièrement et dans les temps.

Pour les parents séparés qui ont la garde alternée (c'est-à-dire que les enfants vivent une partie du temps chez leur père et l'autre partie chez leur mère), il n'est pas toujours facile d'assumer tout seul leurs enfants. Ils doivent tous les deux avoir une maison ou un appartement assez grand pour les accueillir par exemple, une semaine sur deux. Et cela, même si le reste du temps l'appartement ne sert qu'à une personne. Le Loyer

Le CPAS, tu sais ce que c'est ?

Le CPAS, le Centre Public d'Action Sociale, est un centre qui existe dans chaque commune et où on peut aller quand on a des problèmes. Souvent les gens demandent de l'aide aux CPAS lorsqu'ils ont des problèmes d'argent, comme des parents qui n'ont pas de travail et qui n'ont pas droit au chômage.

Mais il existe d'autres raisons pour lesquelles des gens ont parfois des problèmes d'argent. Par exemple, quand un couple se sépare ou lorsque quelqu'un a de graves problèmes de santé, quand une personne ne peut pas trouver de travail parce qu'elle n'a pas de diplôme, parce que ses parents étaient déjà pauvres, etc.

Des gens, des assistants sociaux, reçoivent les personnes et réfléchissent avec elles à comment elles peuvent s'en sortir. Ils peuvent les aider à trouver un travail, leur donner de l'argent ou les aider à payer leur chauffage, leur nourriture, ou leurs médicaments. Le revenu d'intégration est le revenu que donne les CPAS aux gens qui viennent chez eux parce qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires pour vivre dignement. Il y a différentes conditions à remplir pour pouvoir en bénéficier.

d'un tel logement est généralement cher. Le revenu d'intégration (l'argent qu'on reçoit du CPAS) ne prévoit pas un montant particulier pour ce cas, alors que les séparations sont de plus en plus nombreuses. Il fallait changer les choses. Les enfants doivent pouvoir rester chez leurs deux parents, et cela même s'ils sont séparés. Les autorités veulent changer la situation et voir si le revenu d'intégration pour les parents qui ont la garde alternée peut être adapté.

A 18 ans, on a aussi parfois la possibilité de recevoir de l'argent du CPAS, le revenu d'intégration. Beaucoup de jeunes ne le savent pas. Il est important d'aider les jeunes en leur donnant toutes les informations nécessaires à ce sujet et à préparer tous les documents dont ils ont besoin. Des brochures leur expliquent clairement à quoi ils ont droit et comment ils doivent faire. Dès leurs 18 ans, le CPAS pourra les aider dans leurs études et/ou leur recherche de travail.

B. On soutient les parents pour qu'ils puissent combiner travail et vie familiale

Il est très important pour les enfants que les parents puissent, après leur travail, consacrer du temps à la vie de famille. Tout doit donc être fait pour que les deux parents, s'ils le veulent, puissent participer équitablement aux responsabilités des enfants et de la maison. Pendant longtemps, tout le monde trouvait normal que les femmes – mères – s'occupent plus des enfants et du ménage tandis que les hommes – pères – allaient travailler pour gagner de l'argent. Aujourd'hui, la plupart des gens sont d'accord pour dire qu'il faut que les tâches soient partagées entre le père et la mère. Mais les mentalités, les habitudes changent lentement...

Il est donc important que les hommes, quand ils le souhaitent, puissent s'occuper de leurs enfants et de la maison. On veut qu'il y ait plus d'égalité entre les hommes et les femmes aussi bien au travail qu'à la maison.

« Que dois-je faire si j'ai 18 ans et que je n'ai pas d'argent pour vivre? Qui peut m'aider? »

Le choix pour chaque parent

Chaque famille doit pouvoir choisir comment elle organise sa vie. Or, aujourd'hui, ce sont surtout les femmes qui travaillent à temps partiel (elles font, par exemple, un mi-temps à leur travail). Cette situation n'est pas toujours idéale pour les femmes parce que lorsqu'on travaille moins, c'est plus difficile d'avoir un travail de qualité, de gagner bien sa vie et d'avoir une pension confortable pour ses vieux jours.

Parfois, les pères eux-mêmes ont envie de s'occuper de leurs enfants et d'avoir du temps pour gérer le quotidien (le ménage, les courses, le paiement des factures,...). Mais il arrive qu'ils se sentent gênés par rapport à leur patron ou par rapport aux autres (les amis, la famille, les collègues,...) de demander de travailler moins.

« Comment va-t-on faire pour aider les parents à mieux combiner leur travail et leur vie de famille? »



Pour que les parents aient plus de temps avec leurs enfants, on encourage les entreprises ou les employeurs à faire des efforts. Il y a différentes formules qui permettent aux parents de mieux combiner travail et famille.

Par exemple :

1. En développant le télétravail : on peut travailler une partie du temps chez soi plutôt que d'aller au bureau. On doit autant travailler mais on perd moins de temps en trajets et on peut organiser son temps de manière plus souple.
2. En améliorant les congés payés avant l'accouchement.
3. En augmentant le nombre de jours de congés de paternité (de 10 à 15 jours).
4. En améliorant le système du congé parental. Celui-ci permet aux parents de prendre des congés pour s'occuper de leur famille.
5. En permettant aux mamans d'allaiter plus longtemps leur enfant lorsqu'elles travaillent (on accorde des pauses d'allaitement).
6. En créant des crèches au travail.

On améliore la qualité des gardes d'enfants pour que les parents puissent travailler tranquillement et sereinement. Cela vaut surtout pour les très jeunes enfants. Pour cela, il est important de bien comprendre les besoins des parents et des enfants. Par exemple, certains parents travaillent le soir – comme dans un restaurant - et pas le matin alors que les crèches et les garderies ferment, pour la plupart, vers 19h. D'autres ont des horaires qui changent tout le temps et ils auraient besoin de pouvoir confier leur enfant de temps en temps, à la demande. Il y aura plus de projets de garderies pour les jeunes enfants pendant les périodes de vacances et plus de possibilités d'accompagnement pour les enfants malades.





3.2. Les familles doivent avoir accès à des services de qualité

Les parents doivent trouver des solutions adaptées pour leurs enfants lorsqu'ils travaillent. Les enfants doivent avoir accès à des écoles et à des soins de santé de qualité. Ils doivent aussi trouver des équipes qui collaborent entre elles lorsqu'un enfant a des problèmes.

« Des services de qualité, ça veut dire quoi? »

A. On s'occupe en particulier des petits enfants

Les années de petite enfance, de 0 à 3 ans, et même la phase avant la naissance, sont des périodes essentielles pour un enfant. Lorsque la pauvreté est importante pendant les premières années de vie, les conséquences négatives sur le futur peuvent être très graves. Le soutien aux familles avec de jeunes enfants est donc particulièrement important.

Pour les familles fragiles, c'est encore plus important d'avoir des places en crèche

Ce sont les familles les plus fragilisées ou en situation de pauvreté, qui ont souvent le plus de mal à obtenir une place en crèche. Or, c'est encore plus important pour ces familles de pouvoir confier leur enfant en toute sécurité pour trouver un emploi ou suivre des cours. La crèche est aussi très importante pour le petit enfant: il y découvrira d'autres enfants, il aura des jeux, il apprendra à bien communiquer avec les autres.

Parfois les familles ont des problèmes tels, qu'elles ont besoin d'être encadrées, prises en charge par des professionnels compétents (médecins, infirmières, travailleurs sociaux). Il arrive qu'elles aillent vivre pendant un certain temps dans des maisons d'accueil. Ce sont des lieux d'habitation où des professionnels entourent les familles et les aident. Ces maisons peuvent, par exemple, accueillir des femmes seules accompagnées de leurs enfants. Souvent, ces femmes ont de grandes difficultés financières mais aussi peu d'amis, de famille proche et de soutiens dans la société et elles n'arrivent pas à vivre seules. Les professionnels vont les aider à mieux s'occuper d'elles-mêmes et de leur(s) enfant(s) afin que, petit à petit, elles puissent recommencer à vivre seules.

Il y a aussi des Espaces-Rencontres, des lieux où des familles qui ont de graves problèmes de communication (des familles où il y a une séparation et où les parents ne se parlent pas, où il y a de la violence,...) peuvent se rencontrer calmement. Il y a des travailleurs sociaux qui sont présents et peuvent les aider en cas de besoin. Même si un parent a des difficultés, on sait que c'est très important pour l'enfant qu'il garde un contact avec ses deux parents.

On va, à l'avenir, améliorer et renforcer les possibilités d'accueil.

Je suis le fruit de deux parents

Chaque enfant doit, dans la mesure du possible, pouvoir garder un contact avec ses deux parents et cela même si ses parents n'arrivent plus à se parler, qu'ils sont séparés ou qu'il y a eu de la violence entre eux. C'est un lien essentiel pour qu'il puisse bien grandir. Les parents ne sont pas parfaits, certains ont de grandes difficultés, mais ils restent pour toujours les parents. Il faut trouver la bonne manière de conserver une relation, même minime, en toute sécurité.

B. On se préoccupe plus de la santé

Les enfants qui grandissent en situation de pauvreté peuvent avoir davantage de problèmes de santé que les autres enfants. C'est pourquoi des mesures ont été prises pour mieux suivre leur santé. Surtout, on suit mieux les enfants, juste après leur naissance. On veut aider les mamans pendant leur grossesse en leur offrant des consultations gratuites et en mettant de nombreuses informations à leur disposition. Il est essentiel de veiller à la santé mentale des mamans. Il faut se demander si la maman est 'bien dans sa peau' quand elle attend un enfant : Est-elle joyeuse ou triste ? Est-elle relax ou stressée ? A-t-elle changé de comportement depuis qu'elle est enceinte ?

La santé mentale

Les problèmes quotidiens causent beaucoup de stress pour les personnes en situation de pauvreté. Parfois, cela a aussi des conséquences pour leurs enfants qui peuvent avoir des difficultés à apprendre à bien parler ou à s'exprimer. Les enfants peuvent développer des troubles du langage ou du comportement. Il est important d'aider ces enfants à avoir confiance en eux et cela, en tenant compte de leurs forces et de leur manière d'apprendre.

On peut les aider à acquérir des méthodes de travail, à mieux s'organiser, à résoudre plus facilement des problèmes. Il est donc indispensable de les accompagner et de les soutenir. On doit développer des actions spécifiques, de préférence en réseau. L'ensemble des personnes qui s'occupent des enfants doit être impliqué et pas seulement les médecins ou les psychologues. Il faut que l'école ou l'assistante sociale, par exemple, puisse aussi intervenir pour plus d'efficacité.



« Qu'est-ce qu'on fait pour améliorer l'école et la rendre moins chère? »

C. Une école de qualité pour chacun

Chaque enfant a droit à un bon enseignement. En plus d'être gratuit ou très peu cher, et d'offrir un nombre de places suffisant, les écoles doivent pouvoir offrir un enseignement de qualité.

L'école est importante pour les enfants et les jeunes. Ils y apprennent beaucoup, ils s'y font des amis. Pour les enfants et les jeunes en situation de pauvreté, cela n'est pas toujours si facile. Leur parcours scolaire est souvent semé d'échecs : mauvais bulletins, année redoublée, passage de l'enseignement traditionnel à l'enseignement technique ou professionnel ou de l'enseignement normal à l'enseignement spécial.

Les écoles doivent avoir suffisamment de personnel et le personnel doit avoir les moyens d'aider les élèves les plus faibles. Il faut des personnes et du matériel pour que les enfants qui ne parlent pas le français (ou le néerlandais, ou l'allemand) puissent l'apprendre le plus rapidement possible. L'enfant et sa famille doivent pouvoir se sentir bien dans sa nouvelle école, même s'ils ont une autre culture ou d'autres besoins. Les enseignants doivent pouvoir tenir compte du bagage culturel et social de leurs élèves.

La maternelle...un temps essentiel

Un bon enseignement débute dès les classes maternelles. Tous les parents n'ont pas conscience de l'importance de ces premières années d'école. C'est pourquoi, certains d'entre eux emmènent trop peu leurs enfants à l'école, ou bien ils font commencer les maternelles plus tard que les autres enfants. Ces enfants courent un risque plus important de doubler, et cela dès la première année primaire. Cette inégalité sociale augmente même au fil des années de l'enseignement primaire. Les parents doivent donc être informés de l'importance de mettre leurs enfants en maternelle.

Mixité sociale

Il y a toute une série d'initiatives qui sont mises en place dans le plan pour que les enfants et les parents de différents horizons se mélangent : qu'il y ait des gens de différents milieux sociaux, de différentes cultures, d'âges différents, des filles et des garçons. On vit tous dans la même ville, le même village et on doit apprendre à mieux se connaître et à faire des choses ensemble.

D. Une collaboration entre tous les services

Il faut une coordination solide entre tous les organismes qui s'occupent des enfants. Les services responsables de la petite enfance, de la santé, de l'éducation et du logement doivent travailler le plus possible ensemble. Il faut qu'il y ait des réunions, des communications régulières entre les différentes personnes qui interviennent autour des enfants. Lorsqu'un service ne peut pas aider un enfant, il faut qu'il puisse lui recommander des personnes ou des services compétents, avec qui il a noué des contacts. Et tous les services doivent toujours travailler en mettant l'enfant et sa famille au centre de leur action.

Le gouvernement finance des projets d'économie sociale qui luttent contre la pauvreté et qui permettent une meilleure combinaison de la vie de famille et de la vie au travail. Les entreprises d'économie sociale n'ont pas comme but principal de gagner de l'argent. Elles veulent avant tout participer à l'amélioration de la société. Cela peut se faire de mille manières : en faisant des produits écologiques, en engageant des personnes qui ont des problèmes, en recyclant des articles que les gens mettraient à la poubelle, ... Ces projets permettent souvent de donner de l'emploi à des personnes fragiles.

Il est essentiel de soutenir et de développer des services de quartier, proches des gens. Les garderies de quartier, par exemple, permettent aux parents qui n'ont pas de voiture d'y avoir accès facilement. En plus, pour les jeunes enfants, c'est une chance d'apprendre à faire connaissance avec d'autres enfants de leur âge et de leur quartier. Il faut aussi avoir des médecins proches et accessibles, des cours de langues, des écoles de devoirs.

On va soutenir particulièrement les initiatives des communes, des CPAS et des organisations locales qui visent à combattre la pauvreté infantile. Elles sont très importantes car elles connaissent bien leur population et peuvent développer des actions spécifiques. C'est important, dans ce cadre, de soutenir les initiatives pour l'intégration de tous.



« Comment savoir qui peut m'aider ? »



3.3. Les enfants pauvres ont le droit d'être entendus et de participer aux activités sociales et culturelles

Les enfants ont le droit de s'exprimer sur tout ce qui les concerne : la vie dans leur commune, leur ville et leur région. Ils ont le droit de donner leur opinion et ils ont le droit que l'on tienne compte de leur avis. Cela ne veut pas dire que tout ce qu'ils demandent doit être réalisé, mais bien qu'il faudra éventuellement leur expliquer pourquoi on le fait ou on ne le fait pas.

Les enfants et les jeunes ont également le droit de prendre part à des activités de loisirs et d'avoir suffisamment d'espace libre.

A. Les enfants doivent pouvoir donner leur opinion

Tout le monde a le droit d'avoir des contacts avec les autres et de communiquer. Ce droit s'applique également aux enfants. Les enfants sont des citoyens à part entière dont le point de vue doit être respecté. Ils ont le droit de s'exprimer activement au sujet de tous les thèmes qui les concernent.

Les enfants et les jeunes en situation de pauvreté sont des experts en ce qui concerne leur propre vie. Ils sont une source d'information intéressante et nuancée dans les débats qui les touchent. Il est dommage qu'on les écoute rarement à l'occasion de conseils de classe ou de groupes de jeunes. Ces structures ne leur inspirent pas toujours confiance et sont rarement à leur mesure.

C'est dommage car la contribution des jeunes peut être une aide efficace pour les choix en matière d'enseignement, car ils ont souvent des idées originales. Les enfants et les jeunes ne sont pas des victimes passives. Ils veulent et ils peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté infantile et

l'exclusion sociale. La participation n'est pas un cadeau ni un luxe. C'est une nécessité. Et un droit.

Le fait que les enfants ont une réelle envie de dialoguer a pu être montré lors du projet de l'Unicef 'Egalité des chances à l'école ? Voilà ce qu'ils en pensent'. Dans ce projet, les enfants et les jeunes en situation de pauvreté parlent de ce qu'ils trouvent important. Vous pouvez trouver plus d'informations sur le site:

http://www.unicef.be/_webdata/project-blog/2013-02-13/HR_Les_enfants_et_lenseignement_FR.pdf

UNICEF ? C'est quoi ?

Unicef est le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui a été fondé en 1946. C'est la plus importante organisation du monde qui défend les enfants et leurs droits.

Dans le plan, des actions ont pour but d'encourager les jeunes à participer davantage aux discussions et aux débats sociaux sur des thèmes liés à leur vie. Dès leur plus jeune âge, les enfants doivent apprendre à exprimer leurs opinions. Il n'est pas toujours facile de bien communiquer avec les jeunes et ils n'ont pas toujours envie de s'impliquer dans les débats. Il y a différentes manières de les amener à prendre la parole et les professeurs peuvent avoir un rôle actif en travaillant par exemple à partir des idées des élèves. Il y a une série de conditions pour que la parole des jeunes soit réellement authentique. Voir http://www.unicef.be/webdata/Manuel_FR.pdf

Certaines organisations invitent une personne connue, comme un footballeur ou un chanteur, pour participer à des activités ou à des discussions avec les jeunes. Cela permet de rendre la participation plus attirante.

On améliore la communication entre les écoles et les parents. Les écoles doivent faire des efforts particuliers vers les parents. Les associations de parents tenteront d'impliquer plus les parents défavorisés dans la scolarité de leurs enfants.

Ecole et parents

Pour les parents défavorisés, l'école est souvent un 'autre monde' et les écoles ne connaissent pas l'univers des parents défavorisés; la communication entre l'école et le(s) parent(s) ne se passe pas toujours bien. Cela peut donner l'impression que ces parents ne s'intéressent pas à la scolarité de leur enfant. Mais, il suffit parfois de les encourager pour qu'ils se sentent plus concernés par l'école. Cela permet d'augmenter nettement les chances de réussite de leur enfant. On aide les parents à avoir une attitude positive vis-à-vis de l'école et du travail scolaire : leur montrer, par exemple, à quel point il est important d'offrir à son enfant un endroit calme pour faire ses devoirs, de l'amener tous les jours à l'école, qu'il arrive à l'heure,...

B. Les enfants doivent pouvoir participer à des activités sociales, culturelles et sportives

Les enfants en situation de pauvreté doivent être impliqués dans la vie sociale. Ils doivent pouvoir faire plus d'activités sportives, sociales ou culturelles. Pour cela, les CPAS reçoivent plus d'argent. Ils peuvent, par exemple, permettre que les enfants aient un abonnement à un club sportif, donner des tickets d'entrée à un musée, payer une partie d'un ordinateur. On informe mieux les jeunes sur les possibilités d'activités culturelles près de chez eux et on multiplie les espaces sportifs de plein air ouverts à tous.

Du sport pour tous

On encourage les enfants entre 3 et 8 ans à avoir suffisamment d'activités physiques. Il est très important de développer le corps chez l'enfant pour qu'il grandisse bien. Des recherches récentes démontrent, en effet, que les enfants bougent trop peu, ce qui provoque non seulement des problèmes de poids mais aussi du retard dans le développement moteur (des mouvements, des muscles). On essaie d'encourager les fédérations sportives et les clubs de sport à offrir une structure adaptée pour les jeunes enfants défavorisés.



Des budgets sont dégagés pour que les familles avec de jeunes enfants qui ne sont jamais parties en vacances puissent recevoir un encadrement et un soutien afin d'aller dans des camps de vacances.

On aide les parents défavorisés qui n'ont pas l'habitude de faire la lecture à leurs enfants. Il y a des séances de lecture en divers endroits.

C'est important de lire...pour tout le monde

Certains parents ne lisent jamais de livre à leurs enfants soit parce qu'ils ne connaissent pas bien la langue, soit parce qu'ils ne savent pas lire ou que cela ne fait pas du tout partie de leurs habitudes. Or il est très important que les petits enfants entendent des histoires pour bien apprendre à parler et pour développer leur imagination. Des associations organisent des séances de lecture dans les crèches, bibliothèques, écoles maternelles. L'illettrisme (le fait de ne pas savoir lire et écrire) crée de nombreux obstacles dans notre société. Ce sont surtout les groupes à risque (les personnes et enfants vivant dans la pauvreté, certaines personnes d'origine étrangère) qui font face à ce phénomène.

On va amener plus de culture à l'école grâce à une collaboration entre les écoles et les associations.

La culture, comment ?

On fait chaque année un plan d'actions pour que chacun puisse accéder à la culture. Il y a différents obstacles qui peuvent empêcher les gens d'aller au cinéma, au théâtre, au concert ou à des expositions. Cela peut être des problèmes de transports, d'argent, le fait de ne pas connaître ce qu'il y a comme proposition, le fait de ne pas avoir l'habitude. Il est important de bien connaître ces problèmes pour pouvoir mieux les gérer.

C'est important aussi que la culture soit au plus près des gens. Par exemple dans les écoles, dans la rue, dans les logements sociaux. Il faut encourager toutes les démarches culturelles itinérantes. Il faut encourager la participation de tous les citoyens à la vie culturelle : en renforçant le rôle des centres culturels, en encourageant des nouvelles pratiques ou les groupes amateurs.



3.4. Travailler main dans la main

On ne peut combattre la pauvreté infantile que si on s'en occupe de différentes manières. Pour cela, il faut que les gouvernements agissent tous ensemble. Ce plan national de lutte contre la pauvreté infantile veut encourager et développer le dialogue entre les acteurs autour d'un même objectif.

On encourage les CPAS à dialoguer avec les écoles, les crèches et les associations de lutte contre la pauvreté. Ils peuvent, ensemble, voir quelles sont les solutions qui peuvent être proposées aux enfants pauvres de leur commune. Les CPAS peuvent mieux que quiconque repérer la pauvreté cachée dans leur commune. Ils peuvent jouer un rôle central dans la détection des enfants pauvres. Ils peuvent sensibiliser les gens à la pauvreté infantile, soutenir les enseignants et les prestataires de soins (médecins, infirmières, kiné,...) et d'autres professionnels.

Il faut que tout le monde se mettent ensemble pour gérer le passage de la crèche à l'école maternelle. C'est un moment très important et pas toujours facile, encore plus pour les enfants issus de familles fragilisées.

On renforce les collaborations entre les différents niveaux de pouvoirs (le gouvernement fédéral, les gouvernements régionaux, les gouvernements communautaires, les communes) et entre différents secteurs. On doit créer le plus de ponts possibles entre ceux qui s'occupent de la santé, de la famille, de l'enseignement, de la Jeunesse et de l'égalité des chances.



« Que puis-je faire? »

4. Pour conclure

Toutes les actions du plan dont on a parlé et d'autres encore sont actuellement mises en place pour améliorer la situation des enfants. Ce plan d'action est un engagement. De nombreuses personnes se sont mobilisées. De gros budgets ont été dépensés. Les politiques contrôleront l'efficacité de ces actions.

Bien sûr; la pauvreté des enfants, c'est aussi le problème de chacun d'entre nous et on peut souvent faire plus que ce que l'on croit.

Même les enfants. Chacun d'entre vous peut nous écrire pour nous donner ses idées, son avis, ses commentaires, nous faire part de ses actions.



Il suffit de nous envoyer un message à l'adresse e-mail suivante: laparoleauxjeunes@mi-is.be.



ENSEMBLE CONTRE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

Une publication du SPP Intégration sociale



Le SPP IS est un service public qui vise à assurer
une existence décente à toutes les personnes.

<http://www.mi-is.be>

POD MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE
BETER SAMEN LEVEN
SPP INTÉGRATION SOCIALE
MIEUX VIVRE ENSEMBLE

